

# TIMOR *Clips*

n° 4 Juin 1993

Bulletin d'information sur Timor Oriental

## ET MAINTENANT LA BELGIQUE

"L'homme est un faible roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant."

Xanana Gusmão, le dirigeant historique du maquis timorais, a été arrêté le 20 novembre, après 17 ans de résistance armée contre l'occupant indonésien. Dans le dernier numéro de Timor Clips nous avons dépeint les circonstances qui ont entouré son arrestation, son interview truquée à la télévision indonésienne, son jugement tout aussi truqué.

Il semblait accablé, anéanti, vaincu. Mais, tout à coup, comme nous le racontons dans ce numéro de Timor Clips, le voilà qui refait surface, qui inflige un formidable camouflet à ses geôliers.

Il a plié comme un roseau, pour mieux pouvoir se redresser. Il a attendu la présence de nombreux journalistes et diplomates aux portes du tribunal pour pouvoir s'exprimer, en prenant les autorités de Djakarta au dépourvu. Il ne voulait pas que son cas soit oublié, il a choisi la voie qui lui permettait de faire retentir son cri de la façon la plus efficace.

Dans notre dernier numéro, nous ne savions rien du sort réservé à Xanana par la dictature de Djakarta. Aujourd'hui, nous pouvons apporter un peu plus de lumière sur cette affaire, grâce à sa stratégie.

Cependant, la chape de plomb indonésienne continue de peser sur cette région du monde et beaucoup de choses restent dans l'ombre.

Djakarta est politiquement isolée. Mais elle persiste dans son refus d'entendre raison et les gouvernements occidentaux maintiennent leur attitude ambiguë, qui lui permet à Djakarta de continuer d'opprimer les peuples de Timor, d'Aceh et de Papouasie, ainsi que son propre peuple. Dans quelques jours, la Belgique assumera à nouveau la présidence de la Communauté européenne, alors qu'elle négocie le renouvellement des accords de coopération avec Djakarta.

De quel côté penchera la balance de la justice?

## XANANA GUSMÃO FAIT LA GREVE DE LA FAIM?

Selon différentes sources de la résistance de Timor-Oriental et de l'opposition indonésienne, le dirigeant du maquis timorais, Xanana Gusmão, condamné à la prison à vie par la dictature de Suharto, fait la grève de la faim depuis le début du mois de juin pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le combat qu'il mène depuis 18 ans pour la liberté de son peuple et qu'il poursuit maintenant en prison.

Tapol, une organisation de l'opposition indonésienne établie à Londres, a récemment rapporté plusieurs messages à demi codés en provenance de Timor-Oriental qui annonçaient la grève de la faim de Xanana et son mauvais état de santé.

Face à ces informations, Tapol s'est adressé entre autres aux gouvernements danois et belge en leur demandant d'intervenir en faveur de Xanana au nom de la Communauté européenne.

Selon Tapol, des sources dignes de foi à Timor-Oriental ont indiqué que Xanana serait à l'hôpital et qu'il serait nourri de force par les autorités de Djakarta. Le 10 juin, cependant, le ministre des Affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, a nié que Xanana fasse

la grève de la faim: "Il joue au basket tous les jours" - a-t-il déclaré. Sacré sens de l'humour.

Le fait est que la Croix rouge internationale s'est vue forcée, comme nous le rapportons par ailleurs dans ce numéro, de suspendre ses visites aux prisonniers de Djakarta, estimant que les conditions imposées par les Indonésiens étaient inacceptables.

Et, dans ces circonstances, "pas de nouvelles, mauvaises nouvelles".

Le sort de Ma'Huno, un autre dirigeant du maquis timorais arrêté le 3 avril par les militaires de Djakarta, nous inquiète également. Les hommes de Suharto ont tenté de présenter sa capture comme une capitulation. Ma'Huno ne s'y est pas prêté. Depuis, nous sommes sans nouvelles de lui.

## SEPT TIMORAIS SE REFUGIENT DANS DES AMBASSADES

A Djakarta, sept indépendantistes est-timorais ont entamé, mercredi 23 juin, une grève de la faim dans les ambassades suédoise et finlandaise pour obtenir le statut de réfugié politique. Ils déclarent craindre pour leur vie, ils expliquent que la plupart d'entre eux ont quitté leur pays pour la capitale indonésienne en juillet 1992, afin d'échapper aux recherches et réduire les menaces planant sur leurs familles.

Le Monde -25 juin 1993

dans ce numéro :

**AMNESTY  
UN DOSSIER  
AGGABLANT**

**LE PROCES DE XANANA  
DIAKARTA  
PRISE AU PIEGE**

## S.O.S. TIMOR REUNIT SES AMIS

L'idée existait déjà depuis la création du groupe : réunir tous ceux qui d'une façon ou d'une autre collaborent de plus près à nos actions. Pour faire le bilan et pour planifier un peu le chemin à suivre. Aussi pour se voir, pour mieux se connaître, pour donner un visage à ce réseau d'amitié et de solidarité. Nous avons fixé la date du 24 avril, avec un programme en deux parties: de 17h à 19h, débat sur les activités du groupe, et à partir de 20h un dîner réunissant tous les amis du groupe.

Le dîner a été un grand succès : il a réuni une centaine de personnes dans une ambiance très chaleureuse et amicale.

L'appréciation de la situation du problème de Timor était le thème de la session de l'après-midi. Nous avons rapidement lu et approuvé le bilan des comptes ainsi que le rapport sur les activités du groupe.

Le document de synthèse sur la situation de Timor-Oriental a été approuvé, avec quelques modifications de détail. Dans ce document nous considérons que "en fait, dès l'emprisonnement de Xanana Gusmão, la répression s'est accrue (...). Cependant, les partis timorais sont parvenus à aplanir les derniers obstacles à une bonne entente (...) et ont retrouvé une nouvelle maturité, qui sera précieuse pour le futur. (...)

La lutte du peuple timorais est très difficile, car le rapport de forces numérique est écrasant (...). A l'intérieur [de l'Indonésie] Suharto garde une marge de manoeuvre (...). A l'extérieur, l'attitude de l'Europe est pour le moins ambiguë. La France et l'Allemagne se disputent les commandes de Suharto (...). Mais il y a aussi des aspects positifs: la question de Timor figure enfin à l'ordre du jour des discussions internationales (...). L'Indonésie ne peut plus éluder la question (...). Nous devons continuer de défendre le droit à l'autodétermination (...) et surtout tenir compte des positions exprimées par la résistance qui, malgré sa faiblesse, est la seule expression politique du peuple timorais et reflète un large éventail de positions."

Notre orientation pour l'avenir a été également discutée. Elle va dans le sens des

actions déjà réalisées. D'un côté, il faut insister sur l'information. A ce propos il a été remarqué que le groupe devrait faire tout son possible pour mener à bien son projet d'amener à Bruxelles une exposition sur l'artisanat et la culture du peuple de Timor-Oriental.

L'autre volet de notre action devrait mériter une attention accrue. Les actions visant à faire pression sur les institutions et les gouvernements européens, insistant sur la nécessité d'une condamnation claire des violations flagrantes et répétées par l'Indonésie des résolutions de l'ONU concernant Timor.

A ce sujet, nous avons souligné le besoin de renforcer nos liens avec les ONG belges actives sur la question des droits des peuples et des droits de l'homme.

## TIMOR PESE SUR LA COOPERATION BELGIQUE-INDONESIE

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération, Erik Derycke, accompagné d'une délégation d'experts et de parlementaires, s'est rendu à Djakarta à la fin mai pour faire le point sur le programme d'aide à l'Indonésie. La mission s'est terminée en queue de poisson, les autorités indonésiennes ayant refusé l'inclusion dans les accords de coopération de références aux droits de l'homme.

La mission devait évaluer le programme de coopération actuel (500 millions de francs belges par an), qui se termine à la fin de l'année, et discuter la coopération future.

Ces négociations prennent un caractère d'autant plus important que la Belgique assume la présidence de la Communauté européenne pendant la deuxième moitié de l'année. La CEE a à plusieurs reprises insisté sur le respect des droits de l'homme comme condition de la coopération au développement, mais certains Etats-membres n'en tiennent pas compte dans leurs rapports bilatéraux avec l'Indonésie.

Selon les informations

dont nous disposons, les parlementaires belges ont eu des contacts avec des organisations non gouvernementales indonésiennes qui les auraient priés de rester fermes sur la question des droits de l'homme, mais sans couper les ponts avec les hommes de Suharto.

Au Parlement national plusieurs députés ont interpellé le Secrétaire d'Etat sur cette mission, dont M. de Mol (SP), qui a rappelé la situation à Timor-Oriental:

"Le Timor-Oriental figure toujours sur la liste des régions à décoloniser des Nations Unies... Il pourrait s'avérer être un test important pour la présidence belge de

la Communauté européenne" a-t-il rappelé.

Le Secrétaire d'Etat à la coopération a déclaré que l'actuel accord se poursuivra jusqu'à décembre, mais que la Belgique n'a pas pris de "nouveaux engagements pour l'avenir".

Ceci veut dire que la discussion avec la dictature de Djakarta se poursuivra, et que si un accord n'est pas trouvé la coopération pourra s'éteindre d'elle-même, d'une façon diplomatique, sans condamnation ouverte de l'Indonésie.

A moins que le Parlement belge ne prenne une position claire sur la question.

## ACAT LANCE UNE PETITION

L'Association Chrétienne pour l'Abolition de la Torture (ACAT) fait circuler depuis fin mai en Belgique une pétition en faveur des timorais emprisonnés par l'Indonésie.

L'ACAT s'interroge sur le sort de beaucoup de prisonniers qui pourrissent dans les geôles de Djakarta, à l'écart du monde.

Pour obtenir cette pétition vous pouvez vous adresser à ACAT, rue du Marteau, 19, à Bruxelles.

## CONSEIL DE LA COMMUNAUTE PORTUGAISE

Le Conseil de la Communauté portugaise en Belgique s'est récemment adressé au Président Clinton pour lui rappeler le sort du peuple de Timor.

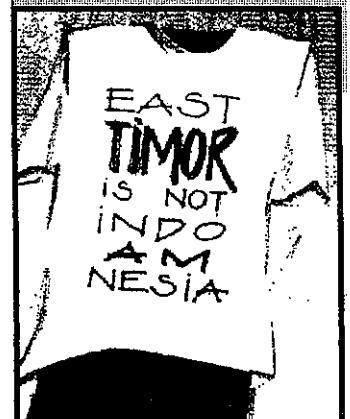
Dans la lettre au Président américain cette organisation rappelait les résolutions des Nations unies et la longue lutte des timorais pour l'indépendance si longtemps oubliée par la communauté internationale.

## OFFREZ-VOUS UN T-SHIRT POUR TIMOR

Couleurs blanche ou noire (500FB)

Commandes:

BP 39 - 1040 BRUXELLES 42



# LES JUGES SE MORDENT LA QUEUE

**Xanana Gusmão, le dirigeant de la Résistance timoraise emprisonné par la dictature indonésienne, a transformé son procès et sa défense en une accusation contre ses bourreaux. Désormais, il est devenu un héros de son peuple. Le Président de la République portugaise, Mário Soares lui a décerné l'Ordre de la Liberté, que seuls de rares personnalités non portugaises ont reçu. Voici le récit du procès. A la page 4, vous trouverez des extraits de sa défense.**

Le 1er février, lors de la première séance du procès de l'ancien leader de la Résistance timoraise à Dili, en présence des représentants diplomatiques des Etats-Unis et de l'Australie et de huit journalistes portugais, la traduction officielle avait attribué à l'accusé les déclarations suivantes: Xanana se reconnaît indonésien, catholique et «troubleur de la paix» expression utilisée par les indonésiens pour désigner les guérilleros timorais qui combattent l'occupation de Timor-Oriental par l'Indonésie depuis 18 ans.

Cependant, alors que le procès touchait à sa fin, un volte-face de Xanana Gusmão a bouleversé la stratégie indonésienne. Celle-ci tablait sur le fait qu'après tant de démonstrations de passivité et de repentir du chef du Conseil national de la Résistance, un bon jugement public international, rendu dans les règles de l'art de bien juger les opposants internes, suffirait en soi-même pour légitimer le fait accompli de l'annexion de Timor-Oriental, qui pourrait enfin être «acceptée» comme le moindre mal par tout le monde - les peuples, l'ONU, les entités de la région et d'ailleurs ayant des intérêts, les expectatives plus ou moins légitimes... Or, ce jour-là, le 17 mai, l'accusé s'est mué en accusateur et a rejeté (en portugais) la nationalité indonésienne et déclaré qu'il n'avait pas accepté - et qu'il n'accepterait jamais - l'annexion de Timor-Oriental par l'Indonésie. La farce échappait à ses metteurs en scène, les spots de la justice ouverte et de la transparence des procès ne révélaient que trop les vrais visages des acteurs. Et il était en effet trop tard pour que les autorités de Djakarta puissent faire marche arrière; celles-ci n'ont alors fait que multiplier les gaffes politiques et diplomatiques qui ont nuí à leurs intérêts.

L'envoyé de l'ONU accusé

En même temps que la représentation diplomatique

indonésienne à Amsterdam réduisait de dix à trois le nombre des journaux portugais autorisés à couvrir la lecture du verdict, un agent des services secrets de Djakarta empêchait trois diplomates occidentaux - dont un des Etats-Unis - ainsi qu'un représentant de l'ONU, de se rendre à Dili. Face à l'énergique protestation de leurs ambassades, le Gouvernement indonésien a autorisé l'entrée des diplomates occidentaux sur le territoire de Timor, mais, le jour suivant, les autorités locales ne les ont pas laissé pénétrer dans la salle du tribunal, les contraignant à rester dans un couloir, d'où ils n'ont pu saisir que les tous premiers mots de la longue déclaration lue au tribunal par Xanana, car l'équipement audio a aussitôt cessé de fonctionner, en raison d'une panne par trop opportune.

À la fin de la séance, le général Theo Syafei, le



tout-puissant commandant militaire de Bali qui quelques semaines auparavant avait essayé de fermer la délégation de la Croix Rouge Internationale (CRI) à Dili, a attribué le volte-face de Xanana à l'influence du procureur-général du Kenya, Amos Waco, envoyé à Dili par le Secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, pour s'entretenir avec Xanana.

Visiblement embarrassé par la gaffe du général, véritable erreur politique, le ministre indonésien des Affaires étrangères, Ali Alatas, s'est

montré plus prudent et disposé à procéder à une investigation approfondie de toute l'affaire auprès de Boutros-Ghali et de Waco. La leçon est claire: "Les durs des forces armées indonésiennes veulent fermer Timor-Oriental au monde", a fait observer un diplomate occidental au correspondant de France Presse à Djakarta. Les durs n'hésiteraient même pas, après l'échec de l'opération CRI, "à miser plus haut, à l'ONU".

## La question timoraise fait des dégâts

Le jugement du leader timorais a ouvert une fenêtre de plus sur les contradictions qui menacent de paralyser le régime indonésien. Les semblants de légalité du procès ont toujours été démentis par des illégalités notoires et persistentes. La prétendue ouverture des séances du tribunal, entre autres, a été mise en question nommément par le refus de laisser entrer le délégué d'Amnesty International, par l'obstruction aux voyages à Dili de diplomates du Japon, des Etats-Unis, du Royaume Uni et d'un représentant des Nations Unies, ainsi que par les restrictions imposées à la presse portugaise. Le déploiement de forces répressives a été évident, surtout dans les premiers et les derniers jours du procès. La succession de déclarations contradictoires de dirigeants politiques et de militaires, sur ou en marge du procès, et les constantes hésitations des magistrats ont donné une image très révélatrice des dommages que la question timoraise provoque dans le tissu social et politique indonésien.

À l'opposé de ce que, peut-être, beaucoup prévoyaient, l'attention internationale s'est ravivée pendant le procès.

La dernière phase du procès de Xanana Gusmão a pu prouver qu'il continue à avoir une stratégie pour la lutte pour l'indépendance de son pays et aussi pour la contribution qui peut être la

sienne dans les circonstances présentes. A plusieurs reprises, depuis son arrestation, il a montré à quel point il se souciait de ceux qui souffrent la répression de l'occupant: quand il s'insurgea contre le traitement des témoins par les juges, quand, dans l'interview à la télévision portugaise, il a dit que ce qui le préoccupait le plus c'était ce qui pouvait arriver aux enfants des foyers qui l'avaient abrité, quand il a expliqué que les positions qu'il avait prises au début du procès étaient destinées à protéger ses camarades emprisonnés. Déjà en février, alors que les militaires n'autorisaient plus les journalistes d'approcher Xanana et les expulsaient de Dili, il avait en effet réussi à lancer un message énigmatique. "J'espère que vous reviendrez pour assister à la fin", a-t-il lancé aux journalistes portugais qui lui criaient qu'ils étaient forcés de partir.

## Un avocat qui s'étonne

"La manière dont Xanana, un homme qui a passé 18 ans dans la jungle, sans accès aux grandes écoles politiques, a réussi à déjouer les manœuvres des politiciens et des militaires indonésiens est tout à fait incroyable", a déclaré une source de la Résistance timoraise au journal portugais PUBLICO. "S'il ne s'était pas montré coopérant au début, peut-être n'aurait-il été jugé que dans les prochains cinq ans". D'ailleurs, Sudjono, l'avocat indonésien désigné d'office pour défendre Xanana, a bien dû admettre que la stratégie de son client pendant tout le procès était tout à fait brillante et qu'il en était fort impressionné. En gagnant la confiance de Djakarta et laissant prévoir que son jugement deviendrait "l'enterrement de la Résistance", Xanana a réussi à ouvrir les portes du tribunal aux observateurs internationaux et aux journalistes. Les Indonésiens "sont tombés dans leur propre piège".

Comme je l'ai toujours affirmé à tous ceux qui ont évoqué avec moi la question de mes déclarations, tous, y compris M. Noegroho, ambassadeur d'Indonésie auprès de l'ONU, sont d'accord pour reconnaître que les conditions dans lesquelles j'ai fait mes déclarations précédentes à Djakarta ne permettaient pas qu'elles soient crédibles.

Je suis Kay Rala Xanana Gusmão, dirigeant de la résistance timoraise contre la honteuse et lâche invasion du 7 décembre 1975 et contre l'occupation militaire criminelle et illégale de Timor-Oriental qui dure déjà depuis 17 ans. Le 22 novembre de l'année dernière, j'ai signé, à Denpasar, un document dans lequel je déclarais : "Au regard du droit international, je suis toujours, comme tous les Timorais, citoyen portugais et face à ma propre conscience, je suis citoyen de Timor-Oriental." Par conséquent, je ne reconnais la compétence d'aucun tribunal indonésien pour me juger et, encore moins la juridiction de ce tribunal, imposé par la force des armes, dans ma patrie, Timor-Oriental.

Dans le Polwil, où ils essayent de m'amadouer par des attentions exagérées, les inscriptions laissées par les prisonniers, mes camarades, sur les murs de la prison, me rappellent constamment les souffrances de tant de mes compatriotes, victimes de toutes sortes de sévices et me rappellent à chaque instant l'inoubliable journée du 12 novembre 1991. Quel était le but de cette manifestation pacifique ? Rappeler à Djakarta, rappeler au monde le besoin de dialogue. Rappeler au monde qu'il y a quelque chose qui n'est pas juste dans le cas de Timor-Oriental. Est-ce que par hasard les responsables du massacre ont répondu de leur crime devant ce tribunal ? Quelle est l'application, quelle est la valeur d'une loi qui a permis à ce tribunal de fermer les yeux

# LA DEFENSE DE XANANA

**Empêché de parler devant le tribunal indonésien, le dirigeant Timorais a réussi à faire arriver à l'extérieur le texte de sa défense. Il y dénonce les méthodes de l'armée occupante et il démolit les justifications invoquées par l'Indonésie pour l'annexion de Timor. Cette déclaration est aussi un appel véhément à la solidarité internationale et une mise en demeure aux pays qui passent en silence les violations des résolutions de l'ONU.**

devant le crime horrible du 12 novembre ?

Selon la loi indonésienne, les procès de ce genre se déroulent — ou devraient se dérouler — en séances publiques. Chaque fois que j'entre dans cette salle, le seul public que je vois, ce sont les autorités militaires, notamment celles qui sont à l'origine de ce procès.

Mes compatriotes les Timorais, eux, ils sont dans la rue, sous étroite surveillance. La domination de l'occupant s'affirme ainsi de manière flagrante. La domination étrangère se manifeste avec l'insolence propre aux colonialistes.

Le problème de Timor-Oriental relève de la responsabilité de la communauté internationale, du droit international. Il met en jeu les principes universels et on assiste à une manipulation des normes de l'ONU sur la décolonisation, au non-respect des résolutions de l'ONU par l'Indonésie et par conséquent, à la violation flagrante par l'Indonésie des principes du Mouvement des pays non-alignés et des normes universelles du droit, de la paix et de la justice.

L'ONU n'a toujours pas reconnu la souveraineté

indonésienne sur Timor-Oriental, obtenue par le recours à la force.

Le tribunal accorde une rare importance à la pétition du 31 mai 1976. Cette pétition aurait été signée par Arnaldo Araújo et Guilherme Gonçalves.

À cette date, plus de 80 pour cent de la population de Timor-Oriental était retranchée dans les montagnes de sa patrie, s'opposant aux troupes d'invasion qui tentaient d'occuper d'autres villages à l'intérieur. Quel était le contrôle de fait que ce gouvernement fantoche [d'Arnaldo Araújo] détenait à cette occasion sur la population et comment s'exerçait-il ? Est-ce que, par hasard, ce serait la population qui souffrait dans le maquis à cause de la guerre imposée par l'Indonésie, ces gens qui ont vu leurs foyers défaits, leurs biens détruits par les troupes indonésiennes qui appliquaient la tactique de la terre brûlée, serait-ce cette même population qui a demandé de son "plein gré" l'intégration dans l'Indonésie sans référendum ?

Le prix de l'annexion de Timor-Oriental est le prix de la résistance du peuple Maubere. Plus de 200 mille vies ont été fauchées par la guerre imposée par l'Indonésie.

Plus d'un tiers de la population de Timor-Oriental a dû payer son refus et son rejet de la présence du nouveau colonialiste.

J'en ai assez d'entendre parler du retard du colonialisme portugais, comme si moi-même je n'aurais pas subi ce colonialisme. On prétend me faire accepter le soi-disant développement à Timor-Oriental comme un critère de mesure, un élément statistique de comparaison avec la période coloniale portugaise.

Je vous demande si le colonialisme peut être taxé de bon ou de mauvais.

Parce que pendant 400 ans le Portugal n'a pas développé Timor-Oriental faudrait-il que nous, les Timorais, payions les erreurs d'un colonialisme par les crimes d'un autre ?

J'en appelle à la nouvelle génération indonésienne pour qu'elle comprenne que le peuple de Timor-Oriental accorde beaucoup plus de valeur à la liberté, à la justice et à la paix qu'au prétendu développement qui lui est soi-disant apporté.

J'en appelle à la communauté internationale pour qu'elle considère que le moment est venu de prouver que nous sommes réellement confrontés à un nouvel ordre mondial. J'en appelle à la Communauté Européenne pour se montrer conséquente avec ses propres résolutions et notamment avec celles concernant Timor-Oriental.

Aucun accord ne peut être conclu entre le prisonnier et son geôlier. A partir d'aujourd'hui j'entame une grève de la faim, comme une forme pratique d'appel à la CEE et aux gouvernements des EUA et d'Australie.

Ce texte est constitué par des extraits de la défense de Xanana Gusmão publié par le journal portugais "O Público", du 21 mai. Ceux de nos lecteurs qui seraient intéressés à recevoir le texte intégral peuvent nous le demander à notre adresse.

# S.O.S. TIMOR

## UN T-SHIRT qui est un geste d'amitié !!

L'été est là, qui invite à porter des vêtements frais !

Le Comité SOS Timor vous propos un T-shirt, 100 % coton, fabriqué au Portugal, imprimé de slogans de soutien au peuple de Timor-Oriental.

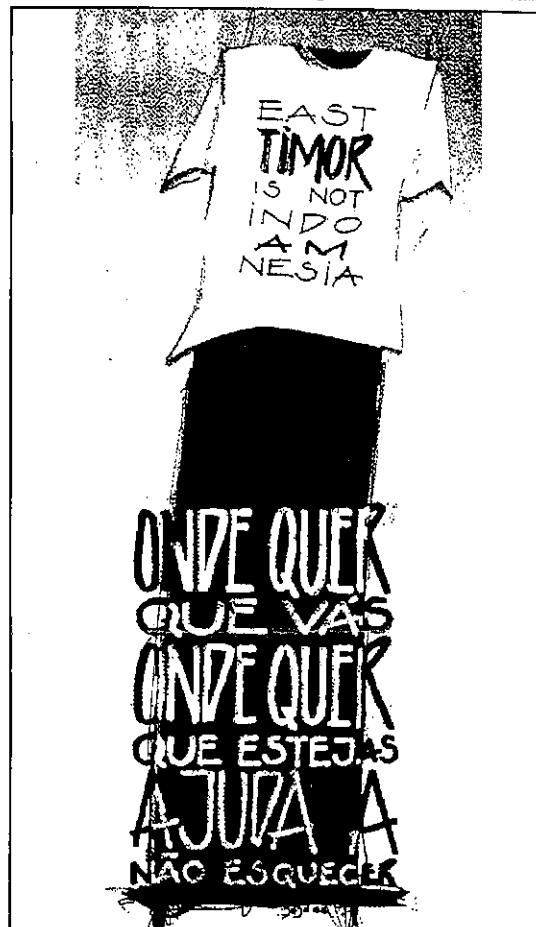
au dos                      SELF DETERMINATION FOR EAST TIMOR  
et devant                 EAST TIMOR IS NOT INDOAMNESIA.

C'est aussi un moyen de recueillir des fonds pour un compte en Australie (East Timor Prisoner's Fund) de soutien aux prisonniers timorais à Timor et à Djakarta, aussi bien qu'à leurs familles. La gestion de ce fonds est à charge de l'Australian Council for Overseas Aid.

Le T-shirt® est une initiative de la Commission pour les Droits du Peuple Maubere (Lisbonne), inspirée d'une idée de Vítor Marçal (TSF-Rádio-Jornal), dont la réalisation graphique est due à Jorge Ramalho (IADE). Prix : 500 FB. Couleurs disponibles : blanc ou noir. Tailles : Small, Medium, Large, Extra Large.

## UNE CARTE POSTALE

Écrivez à vos amis et utilisez la carte postale de soutien à Timor-Oriental reproduite ci-contre.



Remplissez le bon de commande ci-dessous  
et envoyez-le nous sans tarder !

NOM :

ADRESSE :

(svp, envoyer payement préalable — chèque, versement, etc.)

	Couleur	Taille	Quantité	Prix (FB)	Total
T-Shirt				x 500,-	
				x 500,-	
				x 500,-	
				x 500,-	
				x 500,-	
				x 500,-	
Carte Postale				x 35,-	
TOTAL	À PAYER .....				,- FB

S.O.S. TIMOR  
B.P. 39  
1040 BRUXELLES 42  
☎02/219.57.20 (le matin)

☎ Si vous utilisez le courrier interne aux CE:

Oliveira Reis  
Charlemagne 5/29  
☎234.61.66

Compte bancaire : S.O.S TIMOR : 210-0751861-66

Indonésie

# LE DRAGON DE LA REPRESSION CRACHE ENCORE SES FLAMMES

L'an dernier, le gouvernement indonésien a pris plusieurs initiatives sans précédent qui semblent indiquer un changement positif dans son attitude vis-à-vis des droits de l'homme. Mais la pratique ne suit pas, hélas, la théorie... Les faits sont là: détentions arbitraires, tortures, disparitions, exécutions.

En 1992, de toutes les violations des droits de l'homme en Indonésie rapportées à Amnesty International, les plus graves ont eu lieu dans l'est du Timor et en Aceh, dans le contexte de la répression des oppositions au gouvernement.

L'est de l'île de Timor, ancienne colonie portugaise envahie en 1975 par l'Indonésie, est occupé malgré les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Selon Amnesty, la situation générale des droits de l'homme ne s'y est pas améliorée depuis le massacre de Santa Cruz, le 12 Novembre 1991, quand au moins cent manifestants paci-

faités ont été tués. Le droit fondamental de continuer d'être violés au nom de la sécurité nationale, de l'ordre et de la stabilité.

La situation en Aceh (Sumatra) est beaucoup moins connue. On rapporte que le mouvement séparatiste armé Aceh Merdeka, actif depuis 1989, a commis des abus contre la population civile. Amnesty les condamne sans réserves. Mais les atteintes aux droits de l'homme des forces armées gouvernementales ont été plus nombreuses, plus systématiques. Selon certaines estimations, 2.000 civils, y compris des enfants et des personnes âgées, ont été tués, parfois lors d'exécutions publiques. Des centaines de villageois ont été arbitrairement arrêtés parce qu'on les soupçonnait de soutenir l'Aceh Merdeka et bon nombre d'entre eux ont été maltraités et torturés afin de leur arracher ses aveux. Plus de 50 personnes, dont certaines n'avaient jamais recouru à la violence ni préconisé son usage, ont été condamnées à de longues peines de prison lors de procès inéquitables.

## ORDRE NOUVEAU?

Le problème des droits de l'homme en Indonésie ne se limite pas aux régions du Timor et de l'Aceh. Au nom de l'ordre et de la sécurité, de graves violations ont eu lieu dans tout le pays, y compris dans l'île de Java et dans les grandes villes. Les libertés civiles et politiques sont bafouées. En dépit des garanties

de la constitution indonésienne, des limites strictes sont imposées à la liberté de parole et d'association. Elles frappent tant les partis politiques de l'opposition que différents groupes religieux. La presse est sévèrement contrôlée. Des étudiants, arrêtés, parce qu'ils possédaient des oeuvres littéraires interdites, ont été déclarés coupables de subversion et condamnés à des peines allant jusqu'à huit années d'emprisonnement. Exécutions et disparitions font partie du répertoire gouvernemental de lutte qui pourrait mettre en péril la sécurité nationale, y compris l'opposition politique pacifique.

En 1992, Amnesty a été informée d'au moins 40 exécutions extrajudiciaires au Timor oriental. Il y a eu des dizaines de "disparus"; on a découvert que certains sont détenus au secret, mais on craint que d'autres soient morts. De même en Aceh, où au moins 40 personnes ont "disparu", et où d'autres ont été assassinées. Les victimes sont parfois très âgées, comme Teungku Imam Hamzah, 80 ans, qui, alors qu'il marchait dans la rue, aurait été abattu sans raison par les forces de sécurité.

La peine de mort est toujours en application. En 1992, 34 personnes au moins étaient dans les couloirs de la mort, sept d'entre eux étant des prisonniers politiques. Un prisonnier est en danger imminent d'exécution: Kamjai Khong Thavorn, marié et père de deux jeunes enfants,

marin condamné à la mort en janvier 1988 pour trafic d'héroïne. La Cour Suprême a refusé la révision du procès demandée par ses avocats en vue d'examiner des faits nouveaux qui devraient prouver son innocence, et il s'est vu refuser tout recours en grâce.

## IL Y A URGENCE

Même si en 1992, la situation des droits de l'homme semble s'être légèrement améliorée en Indonésie, comme le montre par exemple l'accueil à Jakarta d'un groupe de réflexion des Nations Unies, il est toujours urgent de s'en préoccuper. En effet, des violations graves continuent, même si elles sont moins nombreuses. Et savoir qu'il y a moins de "disparus" et de morts est une bien piètre consolation pour les victimes et leurs familles. "La paix et l'ordre" relatifs qui règnent entre autres en Aceh ne reflètent probablement aucun changement significatif des pratiques des forces de sécurité, mais plutôt un ralentissement de l'opposition ouverte au gouvernement. Enfin, aucune enquête indépendante et impartiale n'a été ouverte sur les violations commises durant ces dernières années, et leurs auteurs supposés n'ont jamais été cités en justice, ce qui montre clairement à ceux qui bafouent les droits de l'homme qu'ils peuvent encore agir en toute impunité.



fiques furent tués par l'armée. Si aucun événement comparable n'a eu lieu l'an dernier, la position du gouvernement à l'égard de la dissension politique n'a pas changé, et les

Amnesty International  
Mai 1993



## TELEX

LA CROIX ROUGE  
DIT NON

La Croix Rouge Internationale a obtenu enfin du gouvernement de Djakarta l'autorisation de visiter les prisonniers timorais dans les prisons indonésiennes.

Cependant, le CICR a rendu public en Mai qu'il ne pourrait pas poursuivre ses visites dans les conditions imposées par Djakarta. Voilà encore un signe du caractère manoeuvrier de l'ouverture qu'affichent Suharto et ses hommes.

La décision de la Croix Rouge nous prive d'un important témoignage au moment où des nouvelles nous arrivent selon lesquelles Xanana Gusmão fait la grève de la faim pour protester son jugement truqué.

**JEUNES** - Un groupe de jeunes timorais s'est rendu en avril aux Etats-unis et au Canada pour plaider la cause de leur peuple.

Outre des entretiens avec des responsables des Nations Unies, de Washington et d'Ottawa, ils ont fait des conférences dans des universités et des associations de douze états.

Cette action a pu se concrétiser grâce aux mouvements de solidarité australien, américain et canadien.

\*

**SOARES** - Au cours de ses visites officielles en Grande-Bretagne, aux Etats-unis, en Islande et en Irlande, le président de la République du Portugal, M. Mário Soares, a attiré l'attention de ses hôtes sur la situation du peuple de Timor-Oriental.

Mário Soares a rappelé que le Portugal n'entend pas abandonner sa position en faveur de l'autodétermination de ce territoire.

\*

**AMY GOODWIN ET ALLAN NAIRN** ont reçu en avril le prix de la fondation Robert Kennedy pour leur reportage sur le massacre du cimetière de Santa Cruz, le 12 novembre 1991.

## Les négociations à Rome se terminent sans résultats

DJAKARTA ET LISBONNE  
FONT DU SUR PLACE

Les ministres des affaires étrangères du Portugal et de l'Indonésie se sont rencontrés le 20 avril à Rome, en présence du secrétaire général des Nations Unies, pour débattre de la situation à Timor-Oriental mais aucun résultat concret n'en a filtré vers le public, si ce n'est la convocation d'un nouveau rendez-vous le 27 septembre.

Les négociations sur Timor-Oriental entre le Portugal et l'Indonésie se poursuivent depuis des années sans résultats. La présence du Portugal dans cette affaire s'explique par le fait que l'ONU considère toujours ce pays comme puissance administrante du territoire de Timor-Oriental malgré l'occupation indonésienne.

Selon les informations laconiques diffusées à la presse à la fin de la rencontre, les trois hommes auraient évoqué l'importance de créer des mesures de confiance pour pouvoir poursuivre les contacts. Mais les questions vraiment importantes sont restées dans l'oubli et les comptes-rendus de la presse

n'en parle presque pas.

Et ces questions ont toutes trait au destin du peuple de Timor, au sort qu'on réserve aux résistants comme Xanana Gusmão, Ma'Huno, Sebastião Saldanha.

En effet, la résistance timoraise est venue à Rome faire des propositions de négociation aux deux parties réunies. Apparemment, elle n'a pas été entendue.

Les résistants proposaient la tenue de conversations entre tous les courants de leur peuple (aussi bien les partisans de l'indépendance que les partisans de l'intégration en Indonésie), les portugais et les indonésiens.

Cette proposition permettrait sans doute de faire des progrès dans le sens d'une vraie négociation qui aboutisse à la libre consultation de la partie concernée. La résistance timoraise a une fois de plus démontré sa maturité dans toute cette affaire, car ses différents courants se sont mis d'accord pour une solution qui permette de rendre la parole au peuple. La diplomatie ne l'a pas permis.

L'Indonésie, une fois de plus, tergiverse, cherche des faux fuyants, élude les vraies questions.

Il est au moins étrange que la communauté internationale lui permette de continuer à jouer son rôle d'interlocuteur de bonne foi, au lieu de lui exiger de respecter ses obligations. Depuis des années, l'Indonésie tente de se refaire une virginité, en répétant à chaque fois les mêmes gestes rituels. Et la bien séance diplomatique lui permet de continuer son numéro.

Un autre point obscur de cette rencontre à Rome: le rapport de l'envoyé spécial du secrétaire-général de l'ONU à Timor-Oriental, Amos Waco.

Le ministre indonésien semblait le connaître puisqu'il a dit qu'il contenait des recommandations que "nous essayons de mettre en oeuvre".

Le ministre portugais a, par contre, exprimé son étonnement de n'avoir pas reçu copie de ce document.

Maró Makroyánnis

## SOLIDARITE EN ALLEMAGNE

Des manifestants pacifistes allemands ont occupé, pendant le dernier week-end de mai, 39 bâtiments de la marine de guerre de l'ex-RDA qui avaient été cédés à l'Indonésie par la RFA.

Le gouvernement de Bonn avait décidé de faire cadeau de ces navires à Djakarta sous le prétexte qu'ils serviraient à combattre les pirates qui sévissent dans la région.

En fait, comme nous l'avions signalé dans notre dernier numéro, ces bâtiments pourraient permettre à Djakarta d'asseoir son emprise militaire sur des eaux revendiquées par certains pays voisins.

L'occupation de ces navires a eu lieu à la suite d'une manifestation en faveur de

l'indépendance de Timor-Oriental. Les manifestants ont badigeonné les bateaux de slogans exigeant la libération de Timor-Oriental.

L'Allemagne, ainsi que la France et le Royaume-Uni, poursuivent leurs relations d'affaires avec l'Indonésie, malgré les condamnations du régime de Djakarta par la Communauté Européenne et l'ONU.

Les ventes d'armement notamment vont bon train, malgré la répression qui continue.

## TIMOR clips

Bulletin d'information  
édité par S.O.S. TIMOR

Abonnements:  
10 numéros - 200 FB  
Par virement au compte  
SOS TIMOR  
210 - 0751861 - 66  
(Mention TIMOR CLIPS)

Pour nous contacter  
BP 39 - 1040  
BRUXELLES 42